ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, le 9 avril 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 5 juillet 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e april 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel", heeft de 5e juli 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Le projet tend à modifier l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Il a principalement pour objet :

1°) de remplacer les articles 27 à 39 de cet arrêté, qui sont relatifs à l'admission au stage, au stage même, et à la nomination en qualité d'agent de l'Etat;

2°) d'insérer dans le même arrêté, une partie IV bis ayant trait à l'accueil des nouveaux agents de l'Etat dans l'administration ainsi qu'à la formation de l'ensemble des agents de l'Etat.

Etablies pour des agents définitifs de l'Etat ou pour des stagiaires accomplissant un stage précisément en vue d'acquérir cette qualité, les dispositions en projet seront de plein droit applicables au personnel des administrations dont disposent les Exécutifs des Communautés et des Régions. C'est ce qui ressort de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui dispose formellement en ce sens. La soumission du personnel des administrations dépendant des Exécutifs au statut fixé pour les agents de l'Etat constitue,sans aucun doute, une restriction à l'autonomie des Communautés et des Régions. Mais cette restriction correspond à une préoccupation constamment manifestée

.../...

au cours des travaux préparatoires de la loi. On trouve déjà une disposition semblable à l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, dans l'article 56, § 3, du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (1) et dans l'article 55, § 3, du projet de loi spéciale des Régions et des Communautés (2).

Les paragraphes 3 et 6 de l'article 13 de la loi spéciale soumettent à l'accord d'un ministre national, le Ministre de la Fonction publique, les dispositions fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté ou de la Région. A la commission du Sénat, un membre a proposé de limiter cette intervention de l'autorité nationale à la détermination des "règles de base". L'auteur de l'amendement "admet parfaitement (que ces règles de base) doivent être unifiées au niveau de l'ensemble du pays pour éviter des distorsions et des concurrences stupides"; mais, pour le surplus, il soutient qu' "il faut laisser aux Régions et aux Communautés un minimum de liberté en la matière". Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) "demande formellement le rejet de l'amendement qui lui paraît extrêmement dangereux". Cet amendement est repoussé en commission par seize voix contre une (3). Il est présenté à nouveau à la séance publique du Sénat du 23 juillet 1980 (4) (5); M. Ph. MOUREAUX, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles s'oppose, à nouveau, à la modification préconisée : " ... il nous paraît extrêmement important, déclare-t-il, que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction

.../...

---

(1) Doc. parl. Ch. , sess. 1977-1978, n° 461/1, page 62;

(2) Doc. parl. Sénat, sess. extr. 1979, n° 261, page 103.

(3) Rapport fait au nom de la Commission de révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles, doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, page 226.

(4) Doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/38.

(5) Ann. parl. Sénat, sess. 1979-1980, séance du 23 juillet 1980, p. 2465.

reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont ..." (1).

La seule lecture de l'article 87, § 3, de la loi spéciale et l'analyse des paragraphes 3 et 6 de l'article 13 de cette loi montrent que le législateur a entendu prévenir le danger de "distorsions" et de "concurrences", qu'il jugeait fort nocives, et qu'il a entendu le faire en prescrivant l'intervention de l'autorité nationale dans la fixation du statut administratif et pécuniaire des agents attachés aux services relevant de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région ainsi que des agents attachés aux organismes d'intérêt public dépendant d'une Communauté ou d'une Région. L'autorité nationale fixe le statut des premiers agents indiqués puisqu'en vertu de l'article 87, § 3, ceux-ci sont de plein droit soumis aux règles applicables aux agents des administrations de l'Etat. Par ailleurs, en vertu de l'article 13, § 3 et § 6, il appartiendra au Ministre de la Fonction publique d'assurer, par l'octroi ou le refus de son accord, une similitude suffisante entre les statuts administratifs et pécuniaires des agents des organismes d'intérêt public dépendant d'une Communauté ou d'une Région et ceux des agents des organismes d'intérêt public dépendant de l'Etat.

Comme toutes les dispositions du statut des agents de l'Etat, les dispositions en projet seront applicables aux agents des administrations placées sous l'autorité de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région.

Mais sous peine de méconnaître l'économie de la loi spéciale, il s'impose de faire une distinction entre, d'une part, les dispositions qui forment le statut proprement dit, c'est-à-dire les dispositions qui déterminent au sens le plus large de cette expression, "les droits et obligations" des agents et,

.../...

---

(1) Loc. cit.

d'autre part, les dispositions qui sont relatives à la compétence, et confèrent un pouvoir à une autorité ou une mission à un organisme.

La loi spéciale fait cette distinction. Elle réserve à l'Exécutif le pouvoir de nommer les agents de son administration et celui de fixer le cadre de celle-ci (article 87, § 2, alinéa 1er). Elle habilite l'Exécutif à désigner l'autorité entre les mains de laquelle chacun des agents doit prêter serment (article 87, § 2, alinéa 2).

Par son article 87, § 2, alinéa 1er, seconde phrase, la loi spéciale charge sans doute le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat, des opérations de recrutement du personnel des administrations dépendant des Exécutifs, des Régions et des Communautés. Mais il s'agit là manifestement d'une règle dérogatoire, pour l'établissement de laquelle le législateur a estimé qu'une disposition spéciale était nécessaire.

Dans le présent projet, certaines des attributions de pouvoirs à des autorités nationales peuvent être considérées comme liées aux règles de fond du statut, parce qu'elles contribuent à déterminer les conditions requises pour la nomination en qualité d'agent. On peut, par exemple, citer l'attribution au Ministre de la Fonction publique du pouvoir de "défini(r) les principes généraux qui régissent le stage" (1), et celui d'arrêter le modèle des rapports de stage (2).

.../...

---

(1) Article 29, alinéa 1er, en projet.

(2) Article 28quinquies en projet.

Par contre, d'autres attributions de pouvoirs doivent être considérées comme touchant à l'organisation respective des administrations de l'Etat, des Communautés et des Régions. En ce domaine, l'arrêté en projet ne pourrait donner à des autorités nationales, compétence à l'égard d'agents des Communautés et des Régions sans porter atteinte à l'autonomie de ces collectivités.

Par exemple, aux termes de l'article 30, § 2, alinéa 2, en projet, c'est le Ministre de la Fonction publique qui détermine l'affectation provisoire du stagiaire candidat à un grade du niveau 1, et qui "après avis du ministre intéressé et sur proposition motivée de la commission interdépartementale des stages", peut modifier cette affectation. On ne pourrait reconnaître cette compétence au Ministre de la Fonction publique lorsqu'il s'agit d'un stagiaire candidat à un emploi d'une administration d'une Communauté ou d'une Région.

Aux termes de l'article 33, § 1er, en projet, lorsque le stagiaire candidat à un grade du niveau 1 est jugé apte, il est nommé en qualité d'agent de l'Etat par le Roi, sur proposition du ministre du département auquel il est affecté provisoirement. On ne pourrait reconnaître cette compétence au Roi lorsqu'il s'agit d'un stagiaire candidat à un emploi d'une administration d'une Communauté ou d'une Région; en effet, selon les termes mêmes de l'article 87, § 2, de la loi spéciale, c'est l'Exécutif qui "procède aux nominations" des agents de l'administration placée sous son autorité.

La composition de la commission interdépartementale des stages fait qu'elle peut être rendue compétente à l'égard des stagiaires candidats à des emplois des administrations de l'Etat, mais non à des stagiaires candidats à des emplois d'une

.../...

administration d'une Communauté ou d'une Région.

Il ressort des observations qui précèdent, qu'au moment où l'arrêté en projet devra être appliqué à des agents, stagiaires ou définitifs, des administrations des Communautés et des Régions, il devra être complété par des dispositions dérogatoires qui en permettent l'extension à ces agents dans le respect des règles garantissant l'autonomie des Communautés et des Régions, règles qui sont énoncées par la loi spéciale ou impliquées par celle-ci. C'est sous cette réserve que le projet peut être admis.

\+

\+ +

DISPOSITIF.

Article 1er.

A l'article 28 quater en projet, la disposition pourrait être complétée par le membre de phrase suivante : "... désignés conformément à l'article 48quater, § 1er, alinéa 2".

A l'article 28quinquies en projet, l'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Chaque rapport est communiqué au stagiaire qui y joint éventuellement ses observations et il est versé à son dossier personnel".

.../...

A l'article 28sexies, § 3, en projet, par souci de concordance avec l'article 30, § 2, en projet, il y aurait lieu de remplacer les mots "le ministre dont relève le stagiaire" par les mots "le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions".

A l'article 30, § 1er, en projet, il serait préférable de remplacer les mots "à sa disposition" par les mots "à la disposition du Ministre".

A l'article 30, § 3, en projet, la seconde phrase devrait être rédigée de la manière suivante :

"Il peut être prolongé de quatre mois au maximum dans le cas prévu à l'article 32".

A l'article 32, § 1er, en projet, l'hypothèse envisagée est celle où les rapports mensuels et de fin de stage ne seraient pas, dans leur ensemble, favorables au stagiaire. Il serait dès lors préférable de remplacer les termes "le justifient" par les termes "ne sont pas, dans leur ensemble, favorables au stagiaire". La même observation vaut pour l'article 36 en projet.

A l'article 33, § 1er, en projet, il serait préférable d'écrire dans le texte français : "... en qualité d'agent de l'Etat au grade auquel il s'est porté candidat, ...". La même observation vaut pour le paragraphe 1er de l'article 37 en projet.

La première phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 33 en projet devrait se terminer comme suit : "..., il

.../...

prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage".

A la suite de cette modification, la seconde phrase peut être omise. La même observation vaut pour l'article 37, § 2, alinéa 2, en projet.

A l'article 33bis en projet, la disposition formant le paragraphe 2 serait mieux à sa place sous l'article 32 en projet, dont elle constituerait le paragraphe 3. Les paragraphes 3 et 4 de l'article 33bis en projet deviendraient, dans ce cas, les paragraphes 2 et 3.

Au paragraphe 1er de l'article 34 en projet, il y aurait lieu d'écrire : "... à la disposition de cette autorité".

Le paragraphe 2 de l'article 38 en projet trouverait mieux sa place à l'article 36 en projet, dont il formerait le paragraphe 2, le texte actuel de ce dernier article en constituant le paragraphe 1er.

Suivant l'article 39 en projet,

> "Le ministre peut charger des fonctionnaires du rang 13 au moins de remplir certaines tâches confiées par la présente section aux directeurs de la formation".

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, les mots "du rang 13 au moins" doivent être omis. Il a été précisé que cette modification a été soumise au Comité général de consultation syndicale. Il y a lieu d'observer que cette modification aura pour effet de permettre au Minis-

tre de charger des agents de l'Etat, quel que soit leur rang, de remplir, dans une mesure non précisée, des tâches que le projet confie, en principe, aux directeurs de la formation. L'absence de toute précision quant au rang de ces fonctionnaires permettrait, par exemple, de désigner des agents du niveau 3 pour accomplir tout ou partie des tâches prévues pour l'admission au stage d'agents du niveau 2.

Cet exemple montre que la disposition devrait être revue.

Article 2.

A l'article 48ter en projet, dans l'alinéa 1er, les mots "au sens de la présente partie" devraient être omis.

En outre, au second tiret, par souci de concordance avec l'article 70 du statut, les mots "l'avancement dans la carrière" devraient être remplacés par "la promotion".

A l'alinéa 2 du même article, compte tenu des précisions données par le fonctionnaire délégué, la disposition devrait être complétée par les mots "par le ministre dont relève l'agent".

Aux termes de l'article 48quater, § 1er, alinéa 1er, en projet,

> "Le ministre fixe le programme d'accueil et de formation répondant aux besoins de l'administration et du personnel de son ministère ...".

.../...

Par contre, aux termes de l'article 48quinquies, le directeur général de la formation :

"1° arrête les programmes d'accueil et de formation communs à plusieurs ministères;".

Il n'est pas conforme aux principes généraux de notre droit public de confier à un fonctionnaire un pouvoir réglementaire qui lierait les ministres dans la mesure où le fait la disposition examinée.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de confier non au directeur général de la formation mais au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, le pouvoir d'arrêter les programmes d'accueil et de formation communs à plusieurs ministères.

Dès lors, le texte serait présenté d'une manière plus logique si la disposition relative à ces programmes communs était insérée en tête de l'article 48quater, § 1er, alinéa 1er, en projet.

Au paragraphe 2, deuxième tiret, de l'article 48quater en projet, la disposition doit être rédigée comme suit :

"- d'organiser des activités de formation ou d'en confier, sous son contrôle, l'exécution à des tiers, avec l'accord du ministre;".

Les textes figurant aux 2°, 3° et 4° de l'article 48 quinquies en projet n'énoncent pas de dispositions réglementaires. Ils ne trouvent pas leur place dans un arrêté royal, surtout dans l'arrêté royal portant le statut des agents de l'Etat.

.../...

A l'article 48 sexies en projet, le comité permanent, de même que les commissions de concertation, sont des organismes purement consultatifs et dont la consultation n'est pas obligatoire. Les dispositions relatives à ces organismes n'ont pas leur place dans le statut des agents de l'Etat. Elles pourraient être éventuellement insérées dans le projet d'arrêté royal concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat.

Article 5.

A la demande du fonctionnaire délégué, il convient d'omettre les mots "à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 7.

Au 1°, il convient de compléter l'intitulé de l'arrêté royal du 16 février 1961 par les mots : "..., modifié par les arrêtés royaux du 23 mars 1961, du 20 juillet 1962, du 16 août 1962, du 16 mars 1964, du 1er juin 1964 et du 1er décembre 1964;".

Au 3°, il convient de compléter l'intitulé de l'arrêté royal du 21 janvier 1966 par les mots : "..., modifié par les arrêtés royaux du 14 décembre 1970 et du 18 juin 1976;".

Article 8.

Aux paragraphes 5 et 6, il y a lieu de supprimer le mot "prémentionné".

.../...

Article 9.

A l'alinéa 2, l'intention du Gouvernement serait traduite plus simplement par le texte suivant :

"Le Roi fixe les dates d'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel. Het beoogt hoofdzakelijk :

1°) de vervanging van de artikelen 27 tot 39 van dat besluit, die betrekking hebben op de toelating tot de stage, op de stage zelf en op de benoeming tot rijksambtenaar;

2°) de invoeging in hetzelfde besluit van een deel IVbis, dat handelt over het onthaal van nieuwe rijksambtenaren in de administratie en over de vorming van de rijksambtenaren in het algemeen.

De bepalingen van het ontwerp, die vastgesteld worden voor vastbenoemde Rijksambtenaren of voor stagiairs die precies met het oog op het verkrijgen van die hoedanigheid stage maken, zullen van rechtswege toepasselijk zijn op het personeel van de administratieve diensten waarover de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten beschikken. Dat blijkt uit artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die uitdrukkelijk in die zin beschikt. Dat het personeel van de onder de Executieven ressorterende besturen onder het statuut van het rijkspersoneel is gebracht betekent ongetwijfeld een beperking van de autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten. Die beperking beantwoordt echter aan een verlangen dat tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet voortdurend te kennen is gegeven. Men treft een soortgelijke bepaling reeds aan in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in artikel 56, § 3, van het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen (1) en in artikel 55, § 3, van het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet (2).

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1977-1978, nr 461/1, blz. 62;
(2) Gedr. St. Senaat, buitengew. zitting 1979, nr 261, blz. 103.

De paragrafen 3 en 6 van artikel 13 van de bijzondere wet onderwerpen de bepalingen tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut die afhangen van een Gemeenschap of een Gewest, aan het akkoord van een nationaal minister, namelijk de Minister van het Openbaar Ambt. In de Senaatscommissie heeft een lid voorgesteld deze bemoeiing van de nationale overheid te beperken tot het vaststellen van de "grondregels". De indiener van het amendement geeft volkomen toe dat er in die grondregels voor het land in zijn geheel eenheid moet bestaan om onzinnige distorsie en concurrentie te voorkomen maar voor het overige betoogt hij dat aan de Gewesten en de Gemeenschappen op dit stuk toch een minimum aan vrijheid moet worden gelaten". De Minister van Institutionele Hervormingen (F) vraagt uitdrukkelijk de verwerping van het amendement, dat hem uiterst gevaarlijk toeschijnt". Dat amendement wordt in de commissie met zestien stemmen tegen één verworpen (1). Het wordt op de openbare vergadering van de Senaat van 23 juli 1980 (2) (3) opnieuw ingediend. Wederom kant de heer Ph. MOUREAUX, Minister van Binnenlandse Zaken en van Institutionele Hervormingen, zich tegen de voorgestelde wijziging : "... il nous paraît extrêmement important, aldus de minister, que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont ..." (4).

.../...

---

(1) Verslag uitgebracht namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, Gedr. St. Senaat, zitting 1979-1980, nr 434/2, blz. 226.

(2) Gedr. St. Senaat, zitting 1979-1980, nr 434/38.

(3) Parl. Hand. Senaat, zitting 1979-1980, vergadering van 23 juli 1980, blz. 2465

(4) Loc. cit.

Alleen al bij het lezen van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet en het nader bekijken van de derde en de zesde paragraaf van artikel 13 van die wet ziet men dat de wetgever het gevaar voor de door hem zeer schadelijk geachte "distorsie" en "concurrentie" heeft willen afwenden en dat hij dat heeft willen doen door de bemoeiing van de nationale overheid voor te schrijven bij het vaststellen van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren die verbonden zijn aan de onder de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest ressorterende diensten en van de ambtenaren die verbonden zijn aan de van een Gemeenschap of een Gewest afhangende instellingen van openbaar nut. De nationale overheid bepaalt het statuut van de eerstgenoemde ambtenaren want dezen zijn, krachtens artikel 87, § 3, van rechtswege onderworpen aan de regels die voor de ambtenaren van de rijksbesturen gelden.

Krachtens artikel 13, § 3, en § 6, zal het overigens zaak van de Minister van het Openbaar Ambt zijn om door het verlenen of het weigeren van zijn akkoord te zorgen voor een voldoende mate van gelijkvormigheid tussen het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder een Gemeenschap of een Gewest en dat van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Rijk.

Zoals alle bepalingen van het statuut van het rijkspersoneel zullen de ontwerp-bepalingen toepasselijk zijn op de ambtenaren van de besturen die onder het gezag van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest staan.

Het is echter volstrekt noodzakelijk, wil de economie van de bijzondere wet niet miskend zijn, dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen aan de ene kant de bepalingen die het eigenlijke statuut uitmaken, dat zijn de bepalingen welke in de ruimste zin van het woord de "rechten en plichten" van de ambtenaren vaststellen, en aan de andere

.../...

kant de bepalingen die de bevoegdheid betreffen en die aan een overheid een bepaalde macht, aan een instelling een bepaalde opdracht verlenen.

De bijzondere wet maakt dat onderscheid. Zij draagt aan de Executieve en aan haar alléén de bevoegdheid op om de ambtenaren van haar administratie te benoemen en dezer personeelsformatie vast te stellen (artikel 87, § 2, eerste lid). Zij machtigt de Executieve de overheid aan te wijzen in wier handen iedere ambtenaar de eed aflegt (artikel 87, § 2, tweede lid).

Artikel 87, § 2, eerste lid, tweede volzin, van de bijzondere wet belast weliswaar het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel met de verrichtingen betreffende het in dienst nemen van het personeel van de besturen die afhangen van de Executieven van de Gewesten en de Gemeenschappen. Maar het gaat hier kennelijk om een afwijkende regel, waarvoor de wetgever een speciale bepaling nodig heeft geacht.

In het thans aan de orde zijnde ontwerp kunnen bepaalde opdrachten van bevoegdheid aan nationale overheden geacht worden samen te hangen met de grondregels van het statuut omdat ze de vereisten voor de benoembaarheid als ambtenaar mede helpen bepalen. Als voorbeeld moge worden aangehaald dat aan de Minister van het Openbaar Ambt de bevoegdheid wordt toegekend om "de algemene beginselen inzake stage vast te stellen" (1) en om het model van de verslagen van de stage vast te stellen (2).

.../...

---

(1) Artikel 29, eerste lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 28quinquies van het ontwerp.

Een aantal andere opdrachten van bevoegdheid moeten daarentegen geacht worden betrekking te hebben op de organisatie van de besturen respectievelijk van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten. Op dat gebied zou het ontwerp-besluit aan nationale instanties geen bevoegdheid ten aanzien van ambtenaren van Gemeenschappen en Gewesten kunnen toekennen zonder de autonomie van die collectiviteiten aan te tasten.

Zo bijvoorbeeld is het, volgens artikel 30, § 2, tweede lid, van het ontwerp, de Minister van het Openbaar Ambt die de stagiair-gegadigde voor een graad van niveau 1 voorlopig aanwijst en die "na advies van de betrokken minister en op een met redenen omkleed voorstel van de interdepartementale stagecommissie", die aanwijzing kan veranderen. Men kan die bevoegdheid niet aan de Minister van het Openbaar Ambt toekennen wanneer het een stagiair betreft die gegadigde is voor een betrekking bij een bestuur van een Gemeenschap of een Gewest.

Naar luid van het ontworpen artikel 33, § 1,wordt de geschikt bevonden stagiair-gegadigde voor een graad van niveau 1 door de Koning tot rijksambtenaar benoemd, op voorstel van de minister van het departement waarvoor hij voorlopig is aangewezen. Men kan die bevoegdheid niet aan de Koning verlenen wanneer het een stagiar betreft die kandidaat is voor een betrekking bij een bestuur van een Gemeenschap of een Gewest; volgens de bewoordingen zelf van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet is het immers de Executieve die "de benoemingen doet" van de ambtenaren van het onder haar gezag geplaatste bestuur.

De samenstelling van de interdepartementale stagecommissie is zo dat die commissie bevoegd kan worden gemaakt voor stagiairs die gegadigde zijn voor betrekkingen in rijksbesturen maar niet voor stagiairs die kandidaat zijn voor betrekkingen in een bestuur van een Gemeenschap of een Gewest.

.../...

Uit het vorenstaande blijkt dat het ontwerp-besluit op het tijdstip dat het zal moeten worden toegepast op ambtenaren, stagiairs of vastbenoemden, van de besturen der Gemeenschappen en Gewesten, behoort te worden aangevuld met afwijkende bepalingen die het mogelijk maken het mede op die ambtenaren toe te passen met inachtneming van de regels die de autonomie van Gemeenschappen en Gewesten waarborgen. Die regels zijn in de bijzondere wet verwoord of liggen erin besloten. Onder dat voorbehoud kan het ontwerp worden aangenomen.

\+

\+ \+

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In het ontworpen artikel 28quater, vulle men de tekst aan met het volgende zinsdeel : "... de vormingsdirecteurs aangewezen overeenkomstig artikel 48quater, § 1, tweede lid".

In het ontworpen artikel 28quinquies stelle men het tweede lid als volgt :

"Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt, en in zijn persoonlijk dossier opgenomen".

In het ontworpen artikel 28sexies, § 3, zouden ter wille van de overeenstemming met het ontworpen artikel 30, § 2, de woorden "de Minister onder wie de stagiair ressorteert" moeten worden vervangen door de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

.../...

In het ontworpen artikel 30, § 1, is het verkieslijk de woorden "te zijner beschikking" te vervangen door de woorden "ter beschikking van de Minister".

In het ontworpen artikel 30, § 3, stelle men de tweede volzin als volgt :

"Zij kan met maximum vier maanden worden verlengd in het in artikel 32 bepaalde geval".

In het ontworpen artikel 32, § 1, is gedacht aan het geval dat de maandelijkse verslagen en het verslag aan het einde van de stage over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair. Men vervange bijgevolg de woorden "het rechtvaardigen" door de woorden "over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair".

In het ontworpen artikel 33, § 1, Franse tekst, schrijve men liever : "... en qualité d'agent de l'Etat au grade auquel il s'est porté candidat, ...". Dezelfde opmerking geldt voor de eerste paragraaf van het ontworpen artikel 37.

De eerste volzin van het tweede lid van de tweede paragraaf van artikel 33 van het ontwerp behoort als volgt te eindigen : "..., dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat".

Als gevolg van die wijziging kan de tweede volzin worden weggelaten. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 37, § 2, tweede lid.

.../...

Het bepaalde in de tweede paragraaf van het ontworpen artikel 33bis hoort veeleer thuis in het ontworpen artikel 32, waarvan het de derde paragraaf zou vormen. De derde en de vierde paragraaf van artikel 33bis van het ontwerp zouden dan de tweede en de derde paragraaf worden.

In de eerste paragraaf van het ontworpen artikel 34 schrijve men : "... ter beschikking van die overheid".

De tweede paragraaf van het ontworpen artikel 38 ware beter op zijn plaats in artikel 36 van het ontwerp, waarvan hij de tweede paragraaf zou vormen; de huidige tekst van dit laatste artikel zou dan de eerste paragraaf worden.

Het ontworpen artikel 39 luidt :

> "De minister kan ambtenaren van rang 13 ten minste, ermee belasten sommige taken te vervullen die krachtens deze afdeling aan de vormingsdirecteurs zijn toevertrouwd".

Volgens door de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State verstrekte inlichtingen behoren de woorden "van rang 13 ten minste" te worden weggelaten. Er is aan toegevoegd dat die wijziging aan de Algemene syndicale raad van advies is voorgelegd. Op te merken valt dat de Minister als gevolg van die wijziging rijksambtenaren, ongeacht hun rang, in een niet nader bepaalde mate, zal kunnen belasten met taken die door het ontwerp in beginsel aan de vormingsdirecteur worden toevertrouwd. Doordat de rang van die ambtenaren in genen dele is gepreciseerd, zou het bijvoorbeeld mogelijk zijn ambtenaren van niveau 3 aan te wijzen voor het geheel of gedeeltelijk vervullen van taken waarin voor de toelating tot de stage van ambtenaren van niveau 2 wordt voorzien.

Dit voorbeeld toont aan dat de bepaling behoort te worden herzien.

.../...

Artikel 2.

In het ontworpen artikel 48ter dienen in het eerste lid de woorden "in de zin van het onderhavige deel" te worden weggelaten.

Naast het tweede streepje vervange men bovendien, ter wille van de overeenstemming met artikel 70 van het statuut, de woorden "een loopbaanpromotie" door "de bevordering".

In het tweede lid van hetzelfde artikel zou de tekst, gelet op de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte toelichting, moeten worden aangevuld met de woorden "gesteld door de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert".

Het ontworpen artikel 48quater, § 1, eerste lid, luidt :

> "De minister stelt het onthaal- en vormingsprogramma vast dat aan de behoeften van het bestuur en van het personeel van zijn ministerie beantwoordt ...".

Luidens artikel 48quinquies, daarentegen heeft de directeur-generaal van de vorming onder meer als opdracht :

"1° de onthaal- en vormingsprogramma's die gemeenschappelijk zijn voor verschillende ministeries vast te stellen;".

Het strookt niet met de algemene beginselen van ons publiek recht dat aan een ambtenaar een verordenende bevoegdheid wordt toegekend die de ministers bindt in een zodanige mate als de hier onderzochte bepaling doet.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld niet aan de directeur-generaal van de vorming maar aan de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort de bevoegdheid toe te kennen de voor ver-

.../...

scheidene ministeries gemeenschappelijke onthaal- en vormingsprogramma's vast te stellen.

De tekst zou dan ook logischer ingericht zijn als de bepaling in verband met die gemeenschappelijke programma's vooraan in het ontworpen artikel 48quater, § 1, eerste lid, opgenomen werd.

De bepaling naast het tweede streepje van de tweede paragraaf van het ontworpen artikel 48quater, stelle men als volgt :

"- vormingsactiviteiten te organiseren of onder zijn toezicht de uitvoering ervan met goedvinden van de Minister aan derden toe te vertrouwen;".

De tekst onder 2°, 3° en 4° van het ontworpen artikel 48quinquies houdt geen verordeningsbepalingen in. Hij hoort niet thuis in een koninklijk besluit en vooral niet in een koninklijk besluit houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In het ontworpen artikel 48sexies zijn de vaste commissie evenals de overlegcommissies louter adviserende lichamen en de raadpleging ervan is niet verplicht. De desbetreffende bepalingen zijn niet op hun plaats in het statuut van het Rijkspersoneel. Ze kunnen eventueel in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel worden opgenomen.

.../...

Artikel 5.

Op verzoek van de gemachtigde ambtenaar behoren de woorden "op de datum van inwerkingtreding van dit besluit" te worden weggelaten.

Artikel 7.

In 1° vulle men het opschrift van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 aan met de woorden : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 maart 1961, 20 juli 1962, 16 augustus 1962, 16 maart 1964, 1 juni 1964 en 1 december 1964;".

Onder 3° moet het opschrift van het koninklijk besluit van 21 januari 1966 aangevuld worden met de woorden : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1970 en 18 juni 1976;".

Artikel 8.

In de paragrafen vijf en zes late men de woorden "reeds vermelde" achterwege.

Artikel 9.

In het tweede lid zou de bedoeling van de Regering eenvoudiger verwoord zijn met de volgende tekst :

.../...

"De Koning stelt de data vast waarop de bepalingen van dit besluit in werking treden ten aanzien van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	H. ROUSSEAU,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat,
	P. KNAEPEN,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.